

Compte rendu de la séance plénière portant sur l'éradication de la pauvreté

Le vendredi 21 juillet 2000

Le premier conférencier, M. Hector de la Cueva, membre de l'Alliance sociale continentale (ASC), rappelle que l'ASC existe pour examiner les risques qu'entraîne la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et pour être le porte-parole de la société civile, qui se trouve exclue des négociations en cours. Il souligne qu'il est paradoxal que l'on parle partout et beaucoup de lutte à la pauvreté, que les chefs d'État s'engagent à l'éradiquer et multiplient la création de programmes en ce sens mais que la situation se détériore, que l'écart entre riches et pauvres s'agrandit, ce qui accroît d'autant les risques sur la sécurité et la stabilité des États.

Pour illustrer son point de vue, il livre une longue série de statistiques d'où il ressort que, malgré la croissance économique et les discours optimistes des différents chefs d'État sur l'intégration économique, les chiffres démontrent des lacunes, des brèches, des reculs importants même et une augmentation de la pauvreté. Ainsi en est-il au Canada, aux États-Unis d'Amérique et au Mexique, et ce malgré les retombées et plusieurs attentes encore non comblées de l'ALENA. Il en est de même en Amérique latine et dans les Caraïbes, où la dette extérieure ralentit énormément le développement, où le développement de l'économie informelle ne s'accompagne d'aucune mesure de protection sociale ni de retombées significatives sur le développement humain pour l'ensemble de la population. En Amérique latine, on remarque aussi un plafonnement du niveau d'alphabétisation au cours des 30 dernières années et une importante dégradation de l'environnement.

Il ne croit pas qu'on pourra parler de véritable lutte à la pauvreté tant que, d'un côté, les chefs d'État pousseront le développement économique selon un modèle unique qu'ils cherchent à appliquer tous azimuts et que, d'un autre côté, d'autres instances gouvernementales tenteront de limiter, à la pièce, les dégâts produits par ce modèle économique. Au contraire, la lutte à la pauvreté passe selon lui par plus de démocratie, par une plus grande participation de la société aux consultations et aux décisions sur le développement et sur les échanges internationaux dont dépendent les conditions de vie de l'ensemble de la population. Il propose de remettre en question le modèle économique et de réorienter les politiques économiques parce qu'elles ont produit une polarisation au sein de la population et augmenté encore les écarts entre riches et pauvres.

Entre autres priorités, il suggère de s'attaquer au problème de la dette extérieure, qui freine le développement durable. Il demande aussi plus de transparence des dirigeants, la diffusion des résultats des négociations en cours relativement à la création de la ZLEA et appelle à la participation réelle des populations aux décisions qui affecteront le destin de tous les peuples des Amériques.

Le deuxième conférencier, M. Eduardo A. Doryan, vice-président et directeur du Réseau du développement humain de la Banque mondiale, commence sa présentation par une réflexion sur l'éthique du développement dans laquelle il nous invite avant tout à ne jamais perdre de vue les objectifs visés en recherchant et en choisissant les moyens pour les atteindre. Il rappelle notamment:

- que la croissance économique n'est pas automatiquement synonyme de progrès pour toute la population, en raison des différentes formes d'iniquité;
- que la pauvreté met en péril la paix et la stabilité des sociétés;
- que le développement économique ne doit pas être envisagé séparément du développement humain;
- que les pays développés doivent démontrer dans les faits beaucoup plus d'ouverture pour favoriser les progrès des pays en développement;
- que les préoccupations sociales et environnementales doivent faire partie de tous les débats sur le développement.

Enfin, il souligne que les règles géopolitiques du continent ont changé et que la transparence doit être au cœur des réformes démocratiques en cours, favorisant du même coup la participation accrue de la population aux décisions qui orientent son destin.

Il présente ensuite des statistiques qui démontrent le piétinement dans la lutte à la pauvreté. Tout en reconnaissant que la croissance est une chose objectivement bénéfique, il rappelle que si elle ne va pas de pair avec l'équité, elle risque fort de ne pas avoir d'effets réels sur la réduction de la pauvreté. Or, en observant les écarts croissants entre riches et pauvres, il souligne qu'il est de la responsabilité des parlementaires de concevoir des politiques et des stratégies permettant aux populations de profiter des opportunités nouvelles de la mondialisation tout en réduisant les risques qu'elles soient victimes d'iniquités à l'échelle mondiale, continentale et à l'intérieur même des pays, ce qui exige aussi des efforts concrets des parlementaires pour enrayer toute forme de corruption. Il inclut dans sa définition de la pauvreté non seulement des carences matérielles mais des privations aussi essentielles que l'espérance de vie, l'accès aux communications et à la lecture et un niveau de vie digne.

Finalement, conformément à la vision du développement préconisée par la Banque mondiale, il rappelle l'interdépendance entre les aspects macroéconomiques et financiers et les questions structurelles, sociales et humaines, qui doivent être traitées ensemble comme les deux faces d'une même pièce de monnaie. Parmi les éléments du «Cadre intégré de développement de la Banque mondiale» doivent figurer: un gouvernement honnête, un système légal et juridique efficace, un système financier bien organisé et supervisé, un réseau de sécurité sociale et de programmes sociaux, des institutions d'enseignement, des questions relatives à la santé et à la population, l'approvisionnement en eau potable et les égouts, l'énergie, les routes, le transport et les télécommunications, le développement durable, les questions environnementales et culturelles, une stratégie pour les zones rurales, une stratégie pour les zones urbaines, une stratégie pour le secteur privé, des questions nationales spécifiques.

Sans une approche intégrée qui tienne compte de cet éventail de composantes, le développement efficace devient impossible et on assiste alors à l'éclatement de l'esprit communautaire, ce qui conduit à de multiples formes d'exclusion. En outre, devant le phénomène de mondialisation qui a tendance à uniformiser et à aplanir toutes les différences, il faut éviter les solutions uniques appliquées uniformément à tous les cas, car elles risquent fort de ne pas être réalisables en raison de la grande diversité du continent.

La troisième conférencière, Mme Yakin Ertürk, directrice de la Division de la promotion de la femme des Nations unies, rappelle d'abord les objectifs globaux des Nations unies d'ici 2015 pour combattre la pauvreté, soit:

- réduire de 50 % la pauvreté extrême;
- donner l'éducation primaire à tous et éliminer les écarts existants dans l'éducation des deux sexes;
- réduire de 66 % le taux de mortalité des nouveau-nés et des enfants;
- réduire de 75 % le taux de mortalité des mères en couches;
- assurer l'accès universel aux services de santé en matière de reproduction.

Bien que ces objectifs aient fait l'objet d'un consensus sur le plan des principes, elle souligne des retards dans l'application concrète des mesures correctives. Ainsi, selon la Banque mondiale, le nombre de personnes vivant avec 1 \$ par jour est passé de 1,2 milliard en 1987 à 1,5 milliard en 1998, et on prévoit qu'il atteindra 1,9 milliard en 2015. Pour la seule région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté de 3 millions par année entre 1990 et 1995. La définition traditionnelle de la pauvreté s'appuyant sur la notion de «privation matérielle» inclut de plus en plus celle de la négation d'opportunités de développement humain découlant aussi des carences de base.

Mme Ertürk souligne que les études démontrent que la pauvreté n'affecte pas de la même façon les hommes et les femmes. Au nombre des principaux facteurs qui retardent l'amélioration des conditions économiques des femmes et contribuent à la féminisation de la pauvreté, elle insiste sur: la discrimination persistante contre les femmes sur le marché du travail, les écarts salariaux, l'accès inégal à des ressources productives, au capital, à l'éducation et à la formation professionnelle, les facteurs socioculturels qui continuent à définir la femme à partir de ses fonctions reproductrices.

Généralement, pour corriger les injustices contre les femmes, les gouvernements ont fait la promotion de l'emploi et des activités rémunérées pour les femmes des villes et des campagnes, en plus de fournir des services de base et de sécurité sociale. L'augmentation du microcrédit et d'autres outils financiers a aussi permis d'améliorer le niveau d'autonomie de plusieurs groupes de femmes à travers le monde. On note également que les investissements dans l'éducation des femmes ont eu un effet multiplicateur sur l'ensemble des membres de la famille et un certain effet régulateur sur le taux de natalité. Cependant, aucun progrès n'est possible sans une volonté politique clairement affirmée et l'octroi des ressources nécessaires à la mise en œuvre des mesures découlant des grands objectifs.

La mondialisation fait en sorte que la lutte contre la pauvreté n'est plus seulement livrée à l'échelle nationale, puisque les décisions macroéconomiques ont aussi un immense impact sur le sort des populations locales. Il est donc devenu nécessaire: de redéfinir les institutions et les structures existantes pour les adapter à un ordre mondial changeant, de créer des institutions nouvelles pour combattre la pauvreté à l'échelle mondiale, de créer de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats pour renforcer les efforts communs.